



71^e Session de l'Assemblée générale

Cinquième Commission

Point 149 de l'ordre du jour

Restructuration de la présence du Haut-Commissariat des Nations Unies dans les régions

**Proposed regional restructuring of the Office of the
United Nations High Commissioner for Human Rights**

New York, le 16 novembre 2016

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein.

Nos délégations saluent la présentation des rapports du secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la réorganisation régionale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

Madame la Présidente,

Promouvoir et protéger les droits de l'homme constituent à la fois un principe fondamental et un objectif clé des Nations Unies. Les droits de l'homme viennent étayer les deux autres piliers des Nations Unies que sont la paix et la sécurité internationales ainsi que le développement durable. En renforçant les droits de l'homme, c'est donc le système des Nations Unies tout entier que l'on fortifie. Si l'on veut accroître l'efficacité du HCDH, il ne suffit pas de lui fournir les ressources dont il a besoin pour remplir ses activités mandatées, mais il faut aussi poursuivre l'amélioration de son fonctionnement en adaptant ses structures aux exigences actuelles.

Nous soutenons les efforts du Haut-Commissaire pour impliquer davantage le HCDH dans les importants débats sur les orientations stratégiques des Nations Unies ainsi que pour renforcer son efficacité sur le terrain. Nous avons la conviction qu'un pôle fort au centre du système, complété par un réseau d'antennes régionales bien dotées, représente la formule qui servira le mieux la promotion et la protection des droits de l'homme. Nos délégations estiment que la réorganisation du HCDH telle

que proposée constitue un pas important pour rapprocher davantage le travail des Nations Unies du terrain et donc d'accroître l'impact de son action.

Nous nous attacherons lors des prochaines réunions informelles à clarifier les conséquences d'une inscription des ressources requises à la rubrique du personnel temporaire plutôt qu'à celle de la structure des effectifs autorisés. Nos délégations craignent en effet que cette mesure n'affaiblisse l'action importante du HCDH.

Madame la Présidente,

Nous restons fidèles à notre engagement en faveur d'un renforcement du pilier des droits de l'homme de l'ONU et appelons les États membres et le secrétariat à travailler main dans la main pour atteindre cet objectif capital.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam Chair,

I have the honour of addressing you on behalf of Switzerland and Liechtenstein.

Our delegations welcome the presentation of the Secretary-General's reports on the regional restructuring of the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) and the related report of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ).

Madam Chair,

The promotion and protection of human rights is a key purpose as well as guiding principle of the United Nations. Human rights reinforce the two other pillars of the United Nations, international peace and security and sustainable development. The strengthening of the human rights pillar is therefore of crucial importance for the entire UN system. In order to ensure the effectiveness of the OHCHR, it is not only key that it has the necessary funds to implement its mandated activities, but it is also crucial to continue to improve its way of working and to adapt its structure to today's needs.

We support the work of the High Commissioner to involve his Office in the strategically important policy discussions at the United Nations and to render its work in the field more effective. We are convinced that the promotion and protection of human rights are done best with a strong hub at the centre of the system and a network of well-staffed regional offices. Our delegations believe that the proposed restructuring of the OHCHR is an important step to bring the work of the United Nations closer to the field and therefore to further increase the impact of its action.

In the forthcoming informal meetings we will seek clarification on the implications of including the related resources under the budget line for general temporary assistance (GTA) and not in the authorised staffing structure. Our delegations are concerned that this will weaken the important work the OHCHR conducts.

Madam Chair,

We will continue our engagement to ensure the strengthening of the human rights pillar of the United Nations and call upon the Member States and the Secretariat to work together to achieve this important goal.

Thank you.